

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 AOÛT 1920.

- 1° Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918, n° 13;
 - 2° Proposition de loi relative à la rémunération et à la dotation des anciens combattants, n° 15;
 - 3° Proposition de loi consacrant la reconnaissance nationale envers les héros de la grande guerre, n° 81;
 - 4° Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 1^{er} juin 1919 qui alloue une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918, n° 282;
 - 5° Projet de loi relatif à la création et à l'organisation de la fondation nationale des combattants de la guerre 1914-1918, n° 474.
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (1), PAR M. BRUGMANN.

MESSIEURS,

La Section centrale complétée par des représentants de la Commission de l'Armée a établi en collaboration avec le Gouvernement le projet de loi qu'elle soumet aux délibérations de la Chambre.

Dès le vote des Sections se prononçant sur le projet de loi du Gouvernement, au cours des séances des Sections qui se sont tenues jeudi 30 juillet au début de l'après-midi, il est apparu que la Chambre ne pouvait se rallier au projet déposé.

(1) La Commission, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. BERLOZ, BRUGMANN, BUYL, COLLEAUX, CRICK, DE GÉRADON, DE LIEDEKERKE, ERNEST, HEYMAN, MATHIEU, PIRMEZ et VAN HOECK.

D'autre part, au cours de la séance du mardi 28 juillet, le Ministre de la Défense Nationale avait insisté à diverses reprises, et sans rencontrer de contradictions sur la nécessité pour la Chambre de résoudre ce problème avant qu'elle se séparât.

La Chambre n'a aucune raison de modifier son point de vue. Fidèle à la volonté qu'elle avait exprimé en sections, désireuse de résoudre un problème qui était considéré comme urgent, elle voudra y donner, dans le calme, la solution attendue.

Son œuvre apporte aux anciens combattants de la Grande Guerre le témoignage de reconnaissance qui leur est dû. Son principe n'était contesté par personne et répond aux sentiments de l'opinion publique.

* * *

La Commission, complétée comme il est dit ci-dessus, a estimé qu'il n'y avait à faire aucune distinction entre les anciens combattants en se plaçant au point de vue de leur situation de fortune personnelle. Ils ont tous, en principe, des titres à l'hommage de la nation.

C'est dans cette pensée aussi qu'elle étend le bénéfice du projet aux officiers comme aux soldats de la Grande Guerre.

Elle exprime cependant le vœu que ceux qui estimeraient eux-mêmes ne pas désirer recevoir l'allocation prévue, en fassent l'abandon spontané. Ils donneraient ainsi une preuve de désintéressement, ménageant les finances de l'État.

D'autre part, s'ils abandonnent volontairement le droit qui leur est reconnu, la liquidation de l'allocation assurée à leurs camarades pourra s'effectuer plus promptement.

* * *

La Commission a estimé qu'elle devait faire une distinction entre les militaires du front et ceux de l'arrière, comprenant dans cette dernière catégorie les prisonniers et les internés pour le temps de leur internement ou de leur détention en Allemagne. Elle s'est arrêtée à cet égard à certaines dispositions simples qui seront de nature à faciliter le calcul de ce qui reviendra à chacun.

* * *

La Commission a repoussé certaines déductions qui, d'après divers projets de loi traitant de la matière devaient être opérées sur l'allocation accordée. Elle n'a maintenu ce principe que pour les paiements à valoir qui sont prévus à l'article 6 du projet de loi.

D'après la déclaration du Gouvernement, le service de la dotation prévu par la loi de juin 1919, continuera à fonctionner; le paiement se fera à valoir sur l'allocation définitive.

De même, il a paru indispensable de maintenir le fonctionnement de la Commission pour la reconstitution du foyer du soldat démobilisé. Cet organisme dont les dépenses sont prévues au budget de 1920, continuera à fournir des avances aux anciens combattants de la grande guerre plus immédiatement éprouvés.

Elle cessera d'exister quand le « Fonds des Combattants » prévu à l'article 7 sera en mesure de lui être substitué.

*
* *

La Commission a accueilli avec une faveur particulière la création du « Fonds des Combattants » organisme indépendant et dont la gestion appartiendra en majeure partie aux anciens combattants eux-mêmes. Personne ne doute que les combattants, par dévouement à leurs camarades, ne donnent à l'activité de cette institution une impulsion de nature à hâter la fin de ses opérations.

Ce fonds jouirait d'une dotation dont les éléments essentiels sont visés au projet de la loi. Il y est notamment prévu que toutes les sommes résultant des condamnations prononcées contre les traîtres ainsi que les sommes produites par l'application de la loi du 20 juillet 1920 seront affectées au « Fonds des Combattants ».

*
* *

Le Conseil d'Administration du « Fonds des Combattants » règlera lui-même l'ordre dans lequel les allocations devront être payées. Il lui appartiendra de distinguer, à cet égard, les catégories les plus intéressantes parmi les tutélaires du droit. D'une part, cette manière de procéder donne des garanties particulières aux anciens combattants.

D'autre part, elle permettra de régler les créances au fur et à mesure des disponibilités créées par la dotation spéciale et les versements complémentaires à fournir par l'État suivant ses ressources financières.

*
* *

La Commission a décidé que l'allocation serait insaisissable et qu'elle ne pourrait par conséquent procurer avantage à d'autres que les titulaires eux-mêmes. Elle l'a laissé cessible.

Le Parlement aura à prendre les mesures financières nécessaires pour assurer la liquidation des charges du projet. Le Gouvernement a la préoccupation de liquider dans un terme aussi rapproché que possible une dette dont le caractère est particulièrement respectable. Si l'État belge prend un engagement de ce genre, c'est avec la volonté de le tenir. Au point de vue économique même, il est d'ailleurs désirable que le budget de l'État soit déchargé, le plus rapidement possible, d'une obligation de ce genre.

*
* *

La Commission unanime a proposé à la Chambre l'adoption de ce projet de loi qui lui a paru juste dans son principe et équitable dans ses modalités.

Le Rapporteur,
F. BRUGMANN

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

**TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.**

**Projet de loi accordant un témoignage
de reconnaissance aux militaires
de la guerre 1914-1918.**

ARTICLE PREMIER.

Il sera attribué aux militaires de la guerre 1914-1918 une allocation insaisissable de 75 francs par mois de service accompli au front entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918.

Seront considérés comme services accomplis au front ceux qui donnent droit aux chevrons de front d'après les dispositions légales en vigueur.

ART. 2.

Ils sera attribué aux autres militaires une allocation insaisissable de 50 francs par mois de service effectif accompli, entre les dates précitées, à l'arrière.

Sera assimilé au service accompli à l'arrière, le temps passé comme prisonnier ou comme interné.

ART. 3.

Tout mois commencé dans l'un ou l'autre service est compté en entier, au taux le plus favorable.

ART. 4.

Le temps passé, à la suite d'une condamnation, en détention ou dans

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.**

**Wetsontwerp waarbij een bewijs van
dankbaarheid wordt gegeven aan de
militairen van den oorlog 1914-
1918.**

EERSTE ARTIKEL.

Aan de militairen van den oorlog 1914-1918 wordt eene onaantastbare uitkeering van 75 frank toegestaan voor elke maand volbrachten dienst op het front tusschen 1 Augustus 1914 en 11 November 1918.

Worden aangezien als diensten volbracht op het front de diensten, welke krachtens de bestaande wetsbepalingen recht geven op de frontchevrons.

ART. 2.

Eene onaantastbare uitkeering van 50 frank voor elke maand volbrachten werkelijken dienst achter het front, tusschen voormelde datums, wordt aan de overige militairen toegestaan.

De tijd doorgebracht als gevangene of als geïnterneerde wordt gelijkgesteld met den dienst achter het front volbracht.

ART. 3.

Elke maand, in een van beide diensten begonnen, wordt voluit in aanmerking genomen tegen het voordeeligste bedrag,

ART. 4.

De tijd, ten gevolge van eene veroordeeling doorgebracht als gevangene of

une formation disciplinaire ne donne pas droit à l'une des allocations prévues aux articles 1 et 2.

Sont exclus de l'application de la présente loi les militaires condamnés du chef des infractions graves qui seront déterminées par arrêté royal. Cette déchéance ne s'applique pas à ceux qui ont été réhabilités.

ART. 5.

Les allocations revenant à la date de leur décès aux militaires morts au cours de la campagne seront recueillies par leurs veuves et par leurs héritiers en ligne directe ascendante ou descendante, d'après les règles établies par le Code civil en matière de succession, et ce sans préjudice des dispositions légales en ce qui concerne les pensions et les chevrons de front.

ART. 6.

Seront déduits de ces allocations :

a) La somme de 300 francs prévue par la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918;

b) Le montant des indemnités payées par la Commission pour la reconstitution du foyer du militaire démobilisé;

c) Les sommes versées aux militaires par le Comité « Aide et Protection ».

ART. 7.

La liquidation et le paiement des allocations prévues par la présente loi seront effectués par les soins d'une institution dénommée « Fonds des Combattants », qui sera organisée par arrêté royal.

in eene tuchtformatie, geeft geen recht op eene der bij de artikelen 1 en 2 voorziene uitkeeringen.

Vallen buiten de toepassing dezer wet de militairen veroordeeld wegens de zwaarwichtige misdrijven, welke bij koninklijk besluit zullen bepaald worden. Deze uitsluiting is niet van toepassing op hen, die weder in eer hersteld werden.

ART. 5.

De uitkeeringen, welke toekomen, op den dag van hun overlijden, aan de militairen die in den loop van den oorlog zijn gestorven, worden door hunne weduwen en hunne erfgenamen in de rechte opgaande of nederdalende linie opgetrokken volgens de regelen, door het Burgerlijk Wetboek bepaald in zake erfopvolging, en wel onverminderd de wetsbepalingen betreffende de pensioenen en de frontchevrons.

ART. 6.

Van die uitkeeringen worden afgetrokken :

a) De som van 300 frank voorzien bij de wet van 1 Juni 1919 houdende instelling van eene dotatie ten bate van de strijders van den oorlog 1914-1918;

b) Het bedrag van de vergoedingen betaald door de Commissie voor de wederoprichting van de woonstede van den gedemobiliseerden militair;

c) De sommen, aan de militairen gestort door het Comité « Hulp en Bescherming ».

ART. 7.

De bij deze wet voorziene uitkeeringen worden vereffend en betaald door eene bij koninklijk besluit in te richten instelling genaamd : « Strijdersfonds ».

Le « Fonds de Combattants » jouira de la personnalité civile. Il sera administré par un Conseil nommé par le Roi et composé, en majeure partie, d'anciens combattants.

ART. 8.

A mesure de la fixation des allocations dues en vertu de la présente loi, il sera remis à chacun des intéressés un titre de créance sur l'État du même montant. Ces créances seront payées par les soins du « Fonds des Combattants », dans l'ordre que le Conseil d'administration déterminera. Ces paiements pourront être opérés par fractions.

ART. 9.

Le « Fonds des Combattants » pourra, moyennant l'autorisation du Roi, émettre des emprunts dont le produit sera destiné aux paiements prévus par l'article 8.

ART. 10.

Afin de permettre au « Fonds des Combattants » de faire face aux charges résultant de ces paiements ainsi que du service des emprunts, l'État mettra notamment à sa disposition :

1° Le produit net de l'impôt supplémentaire sur les successions établi à la même date que la présente loi ;

2° Toutes les sommes qui pourront être récupérées sur les condamnations civiles envers l'État, prononcées par les juridictions répressives contre les personnes poursuivies du chef d'infraction aux articles 113 à 124 du Code pénal ou de toutes autres infractions ayant eu

Het « Strijdersfonds » bezit rechts-persoonlijkheid. Het wordt beheerd door eenen Raad benoemd door den Koning en bestaande meestendeels uit oudstrijders.

ART. 8.

Naarmate de krachtens deze wet verschuldigde uitkeeringen worden vastgesteld, wordt aan elken belanghebbende een titel van schuldvordering van gelijk bedrag ten laste van den Staat terhandgesteld. Deze schuldvorderingen worden door het « Strijdersfonds » betaald in de orde vastgesteld door den Beheerraad; zij kunnen bij gedeelten betaald worden.

ART. 9.

Het « Strijdersfonds » kan, mits machtiging door den Koning, leeningen uitgeven, waarvan de opbrengst is bestemd voor de betalingen voorzien bij artikel 8.

ART. 10.

Ten einde het « Strijdersfonds » in staat te stellen de uitgaven wegens die betalingen, alsmede wegens den dienst der leeningen te bestrijden, houdt de Staat te zijner beschikking, namelijk :

1° De zuivere opbrengst van de bijkomende successiebelasting, welke van kracht is op denzelfden datum als dien dezer wet ;

2° Al de sommen die kunnen ingevorderd worden wegens de burgerlijke veroordeelingen ten bate van den Staat, door de strafrechtbanken uitgesproken tegen de personen vervolgd wegens overtreding van de artikelen 113 tot 124 van het Strafwetboek of wegens alle andere

pour résultat de prêter une aide directe ou indirecte à l'ennemi ;

3^e Le produit net des sommes recueillies en exécution de la loi du 20 juillet 1920 sur la mise sous administration judiciaire des entreprises ayant prêté une aide illicite à l'ennemi pendant la période d'occupation de guerre.

ART. 11.

Il sera fait annuellement un rapport aux Chambres sur l'exécution de la présente loi.

misdrijven, welke ten gevolge hadden, rechtstreeks of onrechtstreeks hulp te verleenen aan den vijand ;

3^e De zuivere opbrengst van de sommen ontvangen ter uitvoering van de wet van 20 Juli 1920 betreffende het stellen onder gerechtelijk beheer van de ondernemingen, welke tijdens de oorlogsbezetting ongeoorloofde hulp aan den vijand hebben verstrekt.

ART. 11.

Elk jaar wordt aan de Kamer verslag gedaan over de uitvoering dezer wet.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 AUGUSTUS 1920.

- 1^o Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 1 Juni 1919 houdende instelling eener dotatie ten voordeele der strijders van den oorlog 1914-1918, n^o 13;
 - 2^o Wetsvoorstel tot vergoeding en dotatie van de oudstrijders, n^o 15;
 - 3^o Wetsvoorstel tot betooning van 's Lands dankbaarheid jegens de helden van den Grooten Oorlog, n^o 81;
 - 4^o Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 1 Juni 1919 betreffende de dotatie ten voordeele der strijders van den oorlog 1914-1918, n^o 282;
 - 5^o Wetsontwerp tot oprichting en regeling van het Nationaal Fonds voor de strijders van den oorlog 1914-1918, n^o 474.
-

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **BRUGMANN**.

MIJNE HEEREN,

De Middenafdeeling, aangevuld door vertegenwoordigers van de Legercommissie, heeft, in overleg met de Regeering, het wetsontwerp uitgewerkt, dat zij aan de beraadslagingen der Kamer onderwerpt.

Dadelijk na de stemming der Afdeelingen, welke in hunne vergaderingen, gehouden op Donderdag 30 Juli, in het begin van den namiddag, zich uitgesproken hadden over het ontwerp der Regeering, bleek het, dat de Kamer zich met het ingediende ontwerp niet kon vereenigen.

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren BERLOZ, BRUGMANN, BUYL, COLLEAUX, CRICK, DE GÉRADON, DE LIEDEKERKE, ERNEST, HEYMAN, MATHIEU, PIRMEZ en VAN HOECK,

Anderdeels had de Minister van Landsverdediging, in den loop der vergadering van Dinsdag 28 Juli, herhaaldelijk, en zonder tegenspraak uit te lokken, gewezen op de noodzakelijkheid, die er voor de Kamer bestond om dit vraagstuk op te lossen nog vóórdát zij uiteenging.

De Kamer heeft hoegenaamd geene reden om hare zienswijze te wijzigen. Getrouw aan het verlangen dat zij in de Afdeelingen heeft uitgedrukt, wenschende eene oplossing te geven aan een vraagstuk dat zij spoedeischend acht, zal de Kamer in de kalmte het verwachte gevolg daaraan geven.

Haar werk brengt aan de oudstrijders van den Grooten Oorlog de hun verschuldigde hulde van erkentelijkheid. Het beginsel daarvan werd door niemand betwist en beantwoordt aan het volksgevoelen.

*
* *

De Commissie, aangevuld zooals hooger is gezegd, was van oordeel dat geen onderscheid hoegenaamd diende te worden gemaakt onder de oudstrijders, waar het hun persoonlijk vermogen betreft. In beginsel hebben zij allen aanspraak op 's Lands huldebetoon.

Door deze gedachte beziel, strekt zij het voordeel van het ontwerp uit tot de officieren, evenals tot de soldaten van den Grooten Oorlog.

Niettemin drukt zij den wensch uit, dat wie zelf de voorzienene uitkeering niet wenscht te ontvangen, 'er uit eigen beweging zou van afzien. Aldus zouden die belanghebbenden een bewijs van onbaatzuchtigheid geven en 's Lands financiën bevoordeelen.

Door aldus uit vrijen wil het hun toegekende recht te laten varen, zouden zij, anderdeels, de vereffening der toelage voor hunne gezellen bespoedigen.

*
* *

De Commissie was van oordeel dat zij een onderscheid diende te maken tusschen de militairen van het front en hen van het achteruitliggende leger; tot deze laatsten behooren de krijgsgevangenen en de geïnterneerden voor den tijd van hunne internering of hunne gevangenschap in Duitschland. Hieromtrent heeft zij sommige eenvoudige bepalingen aangenomen, welke geschikt zijn om de berekening van wat aan ieder toekomt, te vergemakkelijken.

*
* *

De Commissie heeft sommige afhoudingen verworpen, welke, naar luid van verscheidene wetsontwerpen betreffende de behandelde zaak, van de verleende uitkeering moesten gedaan worden. Dit beginsel werd slechts gehandhaafd voor de afhoudingen voorzien bij artikel 6 van het wetsontwerp.

Volgens de verklaring van de Regeering zal de dienst der dotatie, voorzien bij de wet van Juni 1919, niet ophouden voort te werken; de betaling zal worden gedaan in mindering van de eindvergoeding.

Eveneens scheen het onontbeerlijk, de Commissie voor het herstel der woonstede van den gedemobiliseerden soldaat in stand te houden. Deze instelling, waarvan de uitgaven voorzien zijn in de begroting voor 1920, zal

evenals vroeger voorschotten doen aan de oudstrijders van den grooten oorlog, die op gansch bijzondere wijze werden beproefd.

Deze instelling zal ophouden te bestaan, wanneer het « Strijdersfonds », voorzien bij artikel 7, in staat zal zijn om haar te vervangen.

* *

De Commissie heeft een bijzonder gunstig onthaal verleend aan het « Strijdersfonds », dat eene zelfstandige instelling is en waarvan het beheer grootendeels aan de oudstrijders zelf zal worden opgedragen. Niemand twijfelt er aan, of de oudstrijders zullen, uit toewijding aan hunne gezellen, aan de bedrijvigheid van deze instelling een zoodanigen spoorslag geven, dat zij hare verrichtingen spoedig zal kunnen voleindigen.

Aan dit fonds zou eene dotatie ten goede komen, waarvan de instandhouding door het wetsontwerp wordt geregeld. Inzonderheid wordt daarin voorzien, dat al de sommen wegens de vonnissen ten laste van de verraders, alsmede de sommen wegens de toepassing der wet van 20 Juli 1920, aan het « Strijdersfonds » zullen worden toegekend.

* *

De Beheerraad van het « Strijdersfonds » zal zelf de orde regelen, waarin de uitkeeringen moeten uitbetaald worden. Onder de rechthebbenden zal hij de meest belangwekkende soorten weten te onderscheiden.

Deze wijze van regeling geeft, eensdeels, bijzondere waarborgen aan de oudstrijders. Anderdeels laat zij toe, de schuldevorderingen te vereffenen naarmate de gelden uit de bijzondere dotatie en de aanvullende stortingen, welke door den Staat worden gedaan naar gelang van zijne middelen, beschikbaar zijn.

De Commissie heeft beslist dat de toelage onaantastbaar zou zijn en dat zij dientengevolge slechts ten goede zou kunnen komen aan de rechthebbenden zelf. De uitkeering echter blijft afstaanbaar.

Het Parlement zal de vereischte financiële maatregelen moeten treffen om de vereffening der lasten, voortvloeiende uit het ontwerp, te verzekeren. De Regeering is bezorgd om deze gansch bijzonder te eerbiedigen schuld zoodra mogelijk te vereffenen. Neemt de Staat eene dergelijke verbintenis op zich, dan wil hij ze beslist nakomen. Overigens, zelfs in economisch opzicht is het wenschelijk dat 's Rijks begrooting zoodra mogelijk van eene dergelijke verplichting worde ontlast.

* *

De Commissie stelt eenparig aan de Kamer voor, hare goedkeuring te hechten aan een wetsontwerp dat rechtvaardig blijkt in beginsel en billijk in hare modaliteiten.

De Verslaggever,
F. BRUGMANN.

De Voorzitter,
EMILE BRUNET.

**TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.**

**Projet de loi accordant un témoignage
de reconnaissance aux militaires
de la guerre 1914-1918.**

ARTICLE PREMIER.

Il sera attribué aux militaires de la guerre 1914-1918 une allocation insaisissable de 75 francs par mois de service accompli au front entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918.

Seront considérés comme services accomplis au front ceux qui donnent droit aux chevrons de front d'après les dispositions légales en vigueur.

ART. 2.

Ils sera attribué aux autres militaires une allocation insaisissable de 50 francs par mois de service effectif accompli, entre les dates précitées, à l'arrière.

Sera assimilé au service accompli à l'arrière, le temps passé comme prisonnier ou comme interné.

ART. 3.

Tout mois commencé dans l'un ou l'autre service est compté en entier, au taux le plus favorable.

ART. 4.

Le temps passé, à la suite d'une condamnation, en détention ou dans

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.**

**Wetsonwerp waarbij een bewijs van
dankbaarheid wordt gegeven aan de
militairen van den oorlog 1914-
1918.**

EERSTE ARTIKEL.

Aan de militairen van den oorlog 1914-1918 wordt eene onaantastbare uitkeering van 75 frank toegestaan voor elke maand volbrachten dienst op het front tusschen 1 Augustus 1914 en 11 November 1918.

Worden aangezien als diensten volbracht op het front de diensten, welke krachtens de bestaande wetsbepalingen recht geven op de frontchevrons.

ART. 2.

Eene onaantastbare uitkeering van 50 frank voor elke maand volbrachten werkelijken dienst achter het front, tusschen voormelde datums, wordt aan de overige militairen toegestaan.

De tijd doorgebracht als gevangene of als geïnterneerde wordt gelijkgesteld met den dienst achter het front volbracht.

ART. 3.

Elke maand, in een van beide diensten begonnen, wordt voluit in aanmerking genomen tegen het voordeeligste bedrag,

ART. 4.

De tijd, ten gevolge van eene veroordeeling doorgebracht als gevangene of

une formation disciplinaire ne donne pas droit à l'une des allocations prévues aux articles 1 et 2.

Sont exclus de l'application de la présente loi les militaires condamnés du chef des infractions graves qui seront déterminées par arrêté royal. Cette déchéance ne s'applique pas à ceux qui ont été réhabilités.

ART. 5.

Les allocations revenant à la date de leur décès aux militaires morts au cours de la campagne seront recueillies par leurs veuves et par leurs héritiers en ligne directe ascendante ou descendante, d'après les règles établies par le Code civil en matière de succession, et ce sans préjudice des dispositions légales en ce qui concerne les pensions et les chevrons de front.

ART. 6.

Seront déduits de ces allocations :

a) La somme de 300 francs prévue par la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918;

b) Le montant des indemnités payées par la Commission pour la reconstitution du foyer du militaire démobilisé;

c) Les sommes versées aux militaires par le Comité « Aide et Protection ».

ART. 7.

La liquidation et le paiement des allocations prévues par la présente loi seront effectués par les soins d'une institution dénommée « Fonds des Combattants », qui sera organisée par arrêté royal.

in eene tuchtformatie, geeft geen recht op eene der bij de artikelen 1 en 2 voorziene uitkeeringen.

Vallen buiten de toepassing dezer wet de militairen veroordeeld wegens de zwaarwichtige misdrijven, welke bij koninklijk besluit zullen bepaald worden. Deze uitsluiting is niet van toepassing op hen, die weder in eer hersteld werden.

ART. 5.

De uitkeeringen, welke toekomen, op den dag van hun overlijden, aan de militairen die in den loop van den oorlog zijn gestorven, worden door hunne weduwen en hunne erfgenamen in de rechte opgaande of nederdalende linie opgetrokken volgens de regelen, door het Burgerlijk Wetboek bepaald in zake erfopvolging, en wel onverminderd de wetsbepalingen betreffende de pensioenen en de frontchevrons.

ART. 5.

Van die uitkeeringen worden afgetrokken :

a) De som van 300 frank voorzien bij de wet van 1 Juni 1919 houdende instelling van eene dotatie ten bate van de strijders van den oorlog 1914-1918;

b) Het bedrag van de vergoedingen betaald door de Commissie voor de wederoprichting van de woonstede van den gedemobiliseerden militair;

c) De sommen, aan de militairen gestort door het Comité « Hulp en Bescherming ».

ART 7.

De bij deze wet voorziene uitkeeringen worden vereffend en betaald door eene bij koninklijk besluit in te richten instelling genaamd : « Strijdersfonds »

Le « Fonds de Combattants » jouira de la personnalité civile. Il sera administré par un Conseil nommé par le Roi et composé, en majeure partie, d'anciens combattants.

ART. 8.

A mesure de la fixation des allocations dues en vertu de la présente loi, il sera remis à chacun des intéressés un titre de créance sur l'Etat du même montant. Ces créances seront payées par les soins du « Fonds des Combattants », dans l'ordre que le Conseil d'administration déterminera. Ces paiements pourront être opérés par fractions.

ART. 9.

Le « Fonds des Combattants » pourra, moyennant l'autorisation du Roi, émettre des emprunts dont le produit sera destiné aux paiements prévus par l'article 8.

ART. 10.

Afin de permettre au « Fonds des Combattants » de faire face aux charges résultant de ces paiements ainsi que du service des emprunts, l'Etat mettra notamment à sa disposition :

1° Le produit net de l'impôt supplémentaire sur les successions établi à la même date que la présente loi ;

2° Toutes les sommes qui pourront être récupérées sur les condamnations civiles envers l'Etat, prononcées par les juridictions répressives contre les personnes poursuivies du chef d'infraction aux articles 113 à 124 du Code pénal ou de toutes autres infractions ayant eu

Het « Strijdersfonds » bezit rechts-persoonlijkheid. Het wordt beheerd door eenen Raad benoemd door den Koning en bestaande meestendeels uit oudstrijders.

ART. 8.

Naarmate de krachtens deze wet verschuldigde uitkeeringen worden vastgesteld, wordt aan elken belanghebbende een titel van schuldvordering van gelijk bedrag ten laste van den Staat terhandgesteld. Deze schuldvorderingen worden door het « Strijdersfonds » betaald in de orde vastgesteld door den Beheerraad; zij kunnen bij gedeelten betaald worden.

ART. 9.

Het « Strijdersfonds » kan, mits machtiging door den Koning, leeningen uitgeven, waarvan de opbrengst is bestemd voor de betalingen voorzien bij artikel 8.

ART. 10.

Ten einde het « Strijdersfonds » in staat te stellen de uitgaven wegens die betalingen, alsmede wegens den dienst der leeningen te bestrijden, houdt de Staat te zijner beschikking, namelijk :

1° De zuivere opbrengst van de bijkomende successiebelasting, welke van kracht is op denzelfden datum als dien dezer wet ;

2° Al de sommen die kunnen ingevorderd worden wegens de burgerlijke veroordeelingen ten bate van den Staat, door de strafrechtbanken uitgesproken tegen de personen vervolgd wegens overtreding van de artikelen 113 tot 124 van het Strafwetboek of wegens alle andere

pour résultat de prêter une aide directe ou indirecte à l'ennemi;

3° Le produit net des sommes recueillies en exécution de la loi du 20 juillet 1920 sur la mise sous administration judiciaire des entreprises ayant prêté une aide illicite à l'ennemi pendant la période d'occupation de guerre.

ART. 11.

Il sera fait annuellement un rapport aux Chambres sur l'exécution de la présente loi.

misdrijven, welke ten gevolge hadden, rechtstreeks of onrechtstreeks hulp te verleenen aan den vijand;

3° De zuivere opbrengst van de sommen ontvangen ter uitvoering van de wet van 20 Juli 1920 betreffende het stellen onder gerechtelijk beheer van de ondernemingen, welke tijdens de oorlogsbezetting ongeoorloofde hulp aan den vijand hebben verstrekt.

ART. 11.

Elk jaar wordt aan de Kamer verslag gedaan over de uitvoering dezer wet.

